

Les relations de la Chine et de l'Asie avec les États-Unis de Donald Trump

Cahier de recherche, Éric Boulanger, 1^{er} octobre 2021

China's and Asia's Relations with Donald Trump's United States

Résumé

Ce texte examine les relations entre les États-Unis, la Chine et l'Asie à l'ère de la présidence de Donald Trump et de l'effritement de l'ordre international libéral. L'Asie se trouve coincée entre les États-Unis et la Chine, deux puissances révisionnistes à leur façon, qui s'éloignent des contraintes de l'ordre libéral et repensent leur connexion à la mondialisation en favorisant les facteurs de souveraineté et de sécurité nationale. L'Asie doit adapter son architecture institutionnelle régionale fondée sur le « régionalisme ouvert » et la « sécurité inclusive ». La stabilité de l'Asie repose cependant sur la présence américaine, sans laquelle elle ne peut ni engager à fond la Chine, ni en équilibrer la puissance.

MOTS-CLÉS : Chine, Asie, États-Unis, Donald Trump

Abstract

ABSTRACT : This paper analyses relations between the United States, China and Asia within the context of the Trump administration and the unravelling of the international liberal order. Asia is caught between the United States and China, two revisionists power in their own way. Both are pivoting away from the liberal order and are reconsidering their connexion to globalization to emphasise their claims on sovereignty and national security. Asia's institutional architecture based on "open regionalism" and "inclusive security" must adapt to this changing environment. Asia's stability depends on American involvement. Without the U.S., Asia can neither proceed with its deep engagement with China nor balance China's power.

KEYWORDS : China, Asia, United States, Donald Trump

Contenu

Introduction	2
Les rapports entre les États-Unis et l'Asie après la fin de la guerre froide	4
La présidence de Donald Trump	7
D'une puissance révisionniste.....	10
... à une autre	11
L'Asie face aux deux puissances révisionnistes	12
Conclusion.....	14
Bibliographie	15

La mauvaise conduite de la Chine est bien connue. Depuis des décennies, la Chine a plumé les États-Unis [...]. Des centaines de milliards de dollars ont été perdus en faisant des affaires avec la Chine [...]. La Chine a fait main basse sur nos usines, a délocalisé nos emplois, nos usines ont été passées à la moulinette, elle a volé notre propriété intellectuelle et a violé ses engagements à l'égard de l'OMC. [...] Le monde souffre en raison des malfaisances commises par le gouvernement chinois.

Donald Trump, 29 mai 2020.

Depuis plusieurs années, les faits nous indiquent que ce sont les États-Unis qui suscitent de l'instabilité régionale, violent l'ordre international et ravagent la paix mondiale.

Colonel Wu Qian, 13 septembre 2020¹.

Introduction

L'Asie d'aujourd'hui n'est plus celle de l'après-guerre froide. Il y a dorénavant la Chine qui réclame, en particulier depuis l'arrivée au pouvoir de Xi Jinping en 2012, le statut de grande puissance, se comporte comme telle et influe ainsi de façon déterminante sur la nature des rapports économiques et politiques entre l'Asie et le reste du monde. Par contre, il y a également une « architecture institutionnelle » régionale relativement bien achevée dont les facettes politiques, économiques et sécuritaires, finalement assez particulières, ont su « protéger » l'Asie d'une domination hégémonique chinoise, d'un « unilatéralisme américain intransigent » (Cha 2014 : 737-8) et de la puissance de la finance globale ; les Asiatiques n'ayant pas oublié la crise financière de 1997, l'aide financière du Fonds monétaire international et ses politiques d'austérité (MacIntyre *et al.* 2008)². Il y a, enfin, le Japon qui a entrepris de renforcer cette architecture institutionnelle, de consolider son alliance militaire avec les États-Unis et de contrer la politique de puissance de la Chine notamment avec sa stratégie pour un « espace indopacifique libre et ouvert » (Funabashi et Ikenberry 2020).

Cela dit, on ne peut omettre le fait que l'essor de la République populaire de Chine (RPC) – certainement l'évènement le plus déterminant du XXI^e siècle en ce qui a trait à l'avenir de l'ordre international – est au cœur de l'évolution de l'économie mondiale vers un degré toujours plus élevé d'intégration et d'interdépendance. Cet essor a été relativement rapide et soutenu, mais tout de même assez peu déstabilisant pour la structure de l'économie

¹ Porte-parole du ministère chinois de la Défense en réponse à un rapport du ministère américain de la Défense qui affirme que la Chine est la principale menace à l'ordre international et la paix mondiale (The Japan Times, 13 septembre 2020).

² Nous discutons d'une Asie formée des dix pays de l'Association des nations du Sud-Est asiatique (ASEAN), du Japon, des deux Corées, de Taiwan, de l'Australie, de la Nouvelle Zélande et de l'Inde étant donné les liens de plus en plus étroits de cette dernière avec la région. Mais ce pays de l'Asie du Sud demeure éloigné de notre argumentation compte tenu à la fois des limites d'espace pour ce texte et de la complexité de ses relations avec la Chine. Nous y faisons référence quand cela est jugé nécessaire. Pour ne pas confondre le lecteur, nous parlons de « l'Asie et de la Chine » lorsque nous incluons la Chine dans le récit asiatique.

mondiale, a fait de la Chine et de l'Asie le centre économique de la mondialisation et de ses chaînes de valeur.

En revanche, il est manifeste qu'une rivalité sino-américaine émerge graduellement au cours des années 2000 et 2010 (Mearsheimer 2001). Elle se « camoufle » assez longtemps derrière les idéaux d'un ordre libéral international à peine contesté – tout au plus par quelques États « voyous » – qui envisage la Chine comme partie prenante responsable de cet ordre dominé par les États-Unis et les pays occidentaux (Zoelick 2005). Les slogans du « développement pacifique » et de l'« harmonie dans le monde » du gouvernement de Hu Jintao (2002-2012) viennent confirmer leurs attentes à l'égard de la Chine, tout comme son adhésion à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) en 2001, sans crainte apparente des autorités américaines à l'égard de leur économie qui se voit graduellement reléguée au second rang mondial.

Les projecteurs se braquent sur cette rivalité, premièrement, avec le soi-disant pivot asiatique de l'administration Obama, mais surtout avec sa *Third Offset Strategy*, en réponse, entre autres, aux velléités de souveraineté de la RPC sur ses mers adjacentes (Yoshizaki 2018 : 69-70) et, deuxièmement, avec la guerre commerciale initiée par l'administration Trump à laquelle est associée une critique très dure à la fois de l'autoritarisme du Parti communiste chinois (PCC), du modèle dirigiste de développement et de croissance économiques et de la politique commerciale de Beijing axée sur les nouvelles routes de la soie.

Cette rivalité a de nombreuses facettes, commerciale et sécuritaire certes, mais également technologique et industrielle, dans une structure idéale où les principes, les valeurs et les croyances des deux pays apparaissent de plus en plus antagonistes, orientant leur rhétorique politique respective. Cette rivalité fait resurgir les règles d'un monde westphalien qu'on semblait avoir oublié à tout jamais et ouvre la porte, voire facilite la remise en question d'un ordre international libéral affaibli en raison de « l'effritement » et la « dissolution » de la puissance américaine et la montée en puissance de forces nationales et transnationales non libérales et de la « fragmentation » (Cooley et Nexon 2020 : 1-16).

Dans ce texte, nous examinons la transformation des rapports entre la Chine et les États-Unis à l'ère de l'administration Trump qui a donné lieu à une rivalité sino-américaine dont les conséquences sur l'Asie sont considérables. En effet, la détermination de Washington et de Beijing de repenser sur des bases nationaliste et sécuritaire leur connexion à l'économie mondiale frappe de plein fouet l'architecture régionale de l'Asie, notamment son « régionalisme ouvert » et sa sécurité « inclusive » des grandes puissances, dont la Chine en premier lieu et plus récemment l'Inde. La pérennité de cette architecture repose sur l'engagement américain en faveur d'une Asie stable et ouverte, mais sa continuité institutionnelle est aujourd'hui en péril. Au fil des décennies, l'Asie a répondu aux crises et aux enjeux par un renforcement des liens communautaires en les articulant en symbiose avec le régionalisme ouvert (notamment par le biais d'accords commerciaux et monétaires) et la sécurité inclusive (le Forum régional de l'ASEAN [FRA]) amenant la Chine à s'intégrer toujours plus étroitement à cette architecture. Aujourd'hui, l'Asie doit affronter des enjeux stratégiques, liés à la rivalité sino-américaine et possiblement antithétiques à cette continuité (Tan 2018).

L'Asie devra-t-elle approfondir ses alliances de sécurité bilatérale avec les États-Unis pour contrer une Chine de plus en plus déterminée (*assertive*) (Johnston 2013) notamment dans les mers de Chine orientale et méridionale ? L'Asie devra-t-elle miser sur sa propre puissance économique pour contrer l'affaiblissement de l'ordre libéral et la résurgence du protection-

nisme et du nationalisme, donc en abandonnant les idéaux du régionalisme ouvert, voire en créant un bloc économique ou du moins, en misant sur leur proximité géographique avec la Chine ? Cette question est d'autant plus stratégique que le poids économique de l'Asie et de la Chine sera supérieur au reste du monde d'ici moins d'une décennie (Lee 2020 : 51). Et la Chine, résolue à utiliser la région comme levier pour établir un ordre international « parallèle » (Stuenkel 2016), pourra-t-elle maîtriser les rapports complexes qu'elle entretient avec les pays asiatiques ? Ceux-ci ont depuis longtemps aligné leur croissance économique sur la sienne, mais craignent le volet nationaliste de sa politique commerciale axée sur les nouvelles routes de la soie, sa détermination politique et la projection de sa puissance maritime dans la région. Plusieurs pays refusent donc de mettre fin à leurs alliances de sécurité avec les États-Unis. La Chine, faut-il le noter, n'a pas d'allié, à peine quelques partenaires majeurs (la Russie – selon les enjeux – ou le Pakistan et de plus en plus l'Iran) et mineurs (le Laos et le Cambodge). D'ailleurs, la notion d'allié est étrangère à la politique étrangère chinoise, et ce, depuis toujours.

Les pays asiatiques craignent de subir les contrecoups des changements profonds en cours au sein de l'ordre international. Alors que la Chine « ré-émerge » comme nouveau centre du monde, la pandémie de la COVID-19 a renforcé l'impression d'une Amérique désorientée, peu responsable et dont la légitimité de son autorité et de son prestige est en chute libre. Cependant, sans tomber dans le déterminisme du piège de Thucydide (Allison 2017) nous défendons l'idée que les États-Unis sont depuis longtemps dans un « déclin tranquille » et que même si « l'hégémonie américaine peut périlcliter sans qu'un seul coup de feu n'ait été tiré », comme l'explique Cooley et Nexon (2020 : 3), cela ne veut aucunement dire que les États-Unis ne vont pas réagir à l'émergence d'un nouvel hégémon chinois en Asie. C'est ce que l'administration Trump a bel et bien fait. À la différence de l'administration Obama qui engageait la Chine avec l'espoir d'en faire une puissance responsable dans un ordre international libéral revigoré par des accords commerciaux comme le Partenariat transpacifique (PTP), l'administration Trump a préféré les règles d'un monde westphalien, les rivalités entre grandes puissances et la conciliation des intérêts nationaux dominée par la problématique des gains relatifs pour contrer l'émergence d'une *Pax Sinica*. Celle-ci pourrait remettre en question la sécurité des États-Unis en les délogeant de l'Asie. La politique chinoise de l'administration Obama reconnaissait la légitimité de l'architecture institutionnelle asiatique (Cha 2014 : 737), voire s'y appuyait pour atteindre ses objectifs en matière de multilatéralisme et d'interdépendance. Son successeur l'a ignoré, préférant la confrontation et les rivalités bilatérales, faisant craindre ainsi pour la stabilité de la région.

Les rapports entre les États-Unis et l'Asie après la fin de la guerre froide

Les États-Unis étaient très peu enclins à modifier la nature de leurs rapports avec les pays asiatiques après la fin de la guerre froide, du moins ils « se cherchent » alors que l'absence à l'époque d'organisations régionales fortes fait craindre pour la stabilité de l'Asie si les Américains décident de s'en retirer (Ruggie 1992 : 561-563). Leur défense d'un internationalisme libéral a cependant été pérennisée, d'une part, par leur adhésion au forum de l'APEC (Asia-Pacific Economic Forum) (Ravenhill 2001 : 93-97). Si leur promotion au cours des années 1990 de la libéralisation et de la facilitation des échanges au sein de ce forum n'a pas porté fruit – il n'est plus aujourd'hui que l'ombre de lui-même – les économies asiatiques ont en

grande majorité souscrit à partir des années 2000 aux idéaux libre-échangistes poursuivis par Washington. Elles renforçaient par le fait même le régionalisme ouvert et leur intégration à la mondialisation (Hastiadi 2016; Hamanaka 2014), mais toujours en l'absence de liens institutionnels forts entre l'Asie et les États-Unis; une lacune, nous le verrons ci-dessous, que l'administration Obama cherchera à combler avec le PTP.

D'autre part, en l'absence d'ennemi, les États-Unis ont abandonné leur stratégie militaire de la guerre froide. Ils redéfinissent leurs engagements dans la région en adoptant une posture de sécuritaire globale (*comprehensive security*) et défensive dans laquelle celle-ci est envisagée comme un vaste ensemble de mesures transnationales visant à lutter contre une variété de menaces. Cette conceptualisation de la sécurité sera aisément adoptée par les alliés des Américains, notamment le Japon, l'Australie et la Corée du Sud, en raison de ses aspects non militaires, mais également parce qu'elle envisage la coopération en matière de sécurité dans le but de « faire quelque chose », de la stabilité interétatique régionale à l'aide aux pays touchés par des catastrophes environnementales, sans cibler un adversaire, voire un ennemi³. De plus, la sécurité globale pouvait aisément s'insérer dans la stratégie d'engagement de la Chine de l'administration Clinton. En l'absence d'une organisation régionale en matière de sécurité militaire, les Américains vont continuer à favoriser leurs alliances bilatérales et les exercices militaires. Les dialogues de sécurité, à l'instar du très inclusif FRA, viendront compléter l'adhésion de la région à la sécurité globale sous la gouverne des Américains (Cha, 2014 : 743-752). Une « paix asiatique » (Goldsmith 2014) peut ainsi s'épanouir et s'étendre au-delà de l'ASEAN à la Chine et au reste de l'Asie.

Le rapport Nye de 1995 est à cet égard instructif (Nye 2001). Ce rapport – dont le nom officiel est « La stratégie de sécurité des États-Unis pour la région de l'Asie de l'Est et du Pacifique » – affirme en définitive « que rien n'a changé » (Johnson et Keehn 1995 : 103). Les États-Unis sont les seuls en mesure de pourvoir à la sécurité de la région en s'engageant à garder 100 000 soldats en Asie-Pacifique. De plus, les intérêts américains en matière de sécurité régionale et de croissance économique se renforcent mutuellement favorisant par la bande la démocratisation des régimes (en accord avec l'hypothèse de la fin de l'histoire, fort populaire à l'époque). Il apparaissait déraisonnable de traiter la Chine comme si elle était un ennemi en puissance. À cet égard, le président Bill Clinton déclarait à son homologue chinois, Jiang Zemin, qu'une « Chine stable, ouverte et prospère est dans l'intérêt » des États-Unis. « Nous accueillons chaleureusement la Chine à la table des grandes puissances. Mais les grandes puissances ont de grandes responsabilités » (Nye 2001 : 98). La secrétaire d'État Madeleine Albright disait vouloir une Chine qui « travaille avec nous [les États-Unis] à la mise en place d'un ordre international sécuritaire » (cité dans Johnston 2003 : 110). Le rapport Nye mettait l'alliance de sécurité avec le Japon au cœur de la stratégie américaine dans un champ d'action s'étalant bien au-delà de l'Asie-Pacifique.

Le grand intérêt des Américains pour le forum de l'APEC et la sécurité de la région rehausse la légitimité de l'Asie-Pacifique. C'est une région « imaginée » dont la conceptualisation est alimentée, depuis les années 1960, premièrement, par les réflexions d'académiques japonais, australiens ou américains. À cet égard on peut penser aux recherches de l'économiste Kiyoshi Kojima (1971) sur une « zone de libre-échange dans le Pacifique » et qui vont mener à la création de la Conférence du Pacifique pour le commerce et le développement (PAFTAD) en 1968. Deuxièmement, par les activités intergouvernementales et du secteur privé de plusieurs pays de la région dont le Japon et l'Australie comme chefs de file. La rhétorique en faveur de

³ Cette observation s'inspire de l'analyse de G. John Ikenberry (2001) sur le système d'alliances en Europe.

la coopération économique et de la libéralisation des échanges qui émerge de ces événements et organisations répondait à un impératif fort : comment solidifier la présence américaine en Asie ? La création de l'APEC en 1989 par l'Australie et le Japon est le point culminant de la coopération intergouvernementale. Le forum de l'APEC restera faiblement institutionnalisé, en grande partie en raison des pays asiatiques préférant la « façon asiatique » – dédaigneuse des instances bureaucratiques supranationales et du légalisme des accords commerciaux occidentaux – de gérer les rapports interétatiques, avec comme toile de fond un régionalisme ouvert à tous les pays riverains du Pacifique et à l'ouest de la mer des Philippines. Le forum de l'APEC réussit un tour de force avec l'adhésion des trois Chines (RPC, Hong Kong et Taiwan) et de la Russie, il jette les fondations de l'après-guerre en Asie et pointe vers le rôle stabilisateur des États-Unis comme l'indique l'adhésion des pays asiatiques au forum, conditionnelle à la présence américaine (Funabashi 1995 : 58-61; Ravenhill 2001).

Absorbée par la guerre contre le terrorisme et la géopolitique du Moyen-Orient, l'administration Bush se désintéresse de l'APEC et plus généralement de l'Asie-Pacifique, laissant la voie libre à un rééquilibrage de l'Asie-Pacifique à la faveur des projets d'intégration et de coopération de l'ASEAN+6. C'est la création d'une vaste Asie orientale surplombant l'Asie du Nord-Est et du Sud-Est, une partie de l'Océanie et de l'Asie du Sud. D'un autre côté, la Chine accélère le développement de ses capacités militaires maritimes et avec la résolution de ses disputes frontalières avec la Russie et les anciennes républiques de l'ère soviétique, elle peut orienter ses efforts de reconquête de ses territoires perdus vers ses mers adjacentes. Plusieurs évoquent la menace chinoise, dont le Japon dès 2004 (The National Institute for Defense Studies 2005 : 213 et 227-231), mais celle-ci ne préoccupe pas les Américains ou du moins, on en fait facilement « abstraction » (Liff 2020 : 47-48), d'autant que Beijing apparaît de plus en plus comme le vecteur de résolution du problème nucléaire nord-coréen (Chung 2005 : 155-6).

L'Asie-Pacifique reviendra au cœur des préoccupations américaines avec l'administration de Barack Obama. On pourrait même affirmer que sous sa présidence la confiance régnait entre les États-Unis et l'Asie. Avec l'adoption des directives de sécurité nippo-américaine en 2015 et la politique de Tokyo axée sur la « promotion active à la paix » et son désir de participer à des efforts de sécurité collective ; avec la signature du PTP en 2016 et l'intégration progressive de l'Inde, de l'Australie et du Vietnam à la coopération sécuritaire déjà existante à l'intérieur du triangle Washington-Tokyo-Séoul, jamais l'Asie de l'Est et les États-Unis n'avaient été aussi proches d'un alignement complet d'intérêt nationaux, ces derniers performant leur rôle de puissance stabilisatrice et pérennisant la paix en Asie. Les nombreux voyages d'Obama en Asie, fait exceptionnel pour un président américain, et le soutien diplomatique de Washington pour les institutions régionales multilatérales accentuaient l'idée que le pivot asiatique des États-Unis était beaucoup plus qu'un simple slogan. Le pivot se mettait en place dans un contexte d'endiguement de la Chine, pas dans l'urgence du moment qui aurait pu donner lieu à une course aux armements, mais à long terme dans le but d'amener la Chine à continuer son intégration à l'ordre international : endiguement et engagement s'entrelaçant dans un ballet de mesures de coopération financière et monétaire et d'opérations et d'exercices militaires dans les océans Pacifique et Indien. L'administration Obama reconnaissait cependant la présence d'une hiérarchie dualiste en Asie avec une domination militaire des États-Unis et une domination économique de la Chine (Ikenberry 2016 : 9). Une dualité qu'Obama visait à maintenir asymétrique, à la faveur des États-Unis, notamment avec, à terme, l'adhésion possible de la Chine au PTP et la protection de la liberté de navigation et de communication dans les mers et détroits de l'Asie-Pacifique. Il reconnaissait à l'instar de Joseph Nye (2020 : 8) que « l'interdépendance sans asymétrie génère peu de puissance, mais

quand l'asymétrie existe, l'interdépendance génère des armes qui peuvent être utilisées dans la compétition stratégique ».

La présidence de Donald Trump

À la suite de l'élection de Donald Trump à la présidence américaine, cette confiance mutuelle entre les États-Unis et les pays asiatiques et les efforts d'endiguement relativement modérés à l'égard de la Chine basculent dans l'incertitude, le doute et l'appréhension, voire la méfiance. Les nouvelles intentions de Washington semblent vouloir faire fi de plus de 70 ans d'interactions politiques, économiques et militaires qui ont fait des États-Unis une donnée incontournable de la politique interne de la grande majorité des pays asiatiques. On craint pour la stabilité de la région.

Le candidat Trump n'avait-il pas affirmé pendant sa campagne électorale qu'il allait retirer les forces américaines du Japon si Tokyo n'acceptait pas de contribuer sa juste part au maintien des troupes américaines dans l'archipel ? Qu'il était prêt à se retirer du traité de sécurité signé en 1952 et qu'il ne s'opposerait pas à l'inclusion de l'arme nucléaire dans l'arsenal nippon afin de diminuer les coûts de leurs engagements dans la sécurité régionale ? Il critiquait le surplus commercial du Japon et affirmait (faussement) que Tokyo manipulait la valeur du yen, affaiblissant ainsi les États-Unis (The National Institute for Defense Studies 2018 : 220-223). Il égrainait sa campagne électorale d'accusations similaires à l'emporte-pièce contre la Chine (« ils nous sucent le sang et nous leur devons de l'argent »), la Corée du Sud et Singapour, mais ayant des bons mots pour le dirigeant Kim Jung-un de la Corée du Nord.

Une fois élu, Trump porte aux nues Kim Jung-un et Xi Jinping, voire Rodrigo Duterte, leur reconnaissant des qualités de dirigeants qu'il associe à sa propre personnalité et à son style de leadership. Il tente le jeu des relations personnelles sur fond d'amitiés. Le constructivisme, qui associe l'amitié entre les États à l'anarchie kantienne (Wendt 1999 : 304-307) explique imparfaitement le comportement du président américain. L'importance qu'il accorde aux relations personnelles avec plusieurs de ses homologues asiatiques s'explique plutôt au premier niveau d'analyse en relations internationales (Brown 2014). Son leadership fort aux accents populistes vise avant tout à renforcer son pouvoir personnel sur le processus décisionnel interne. Il cherche donc rarement à construire avec ses homologues d'Asie des « préférences communes » sur les résultats de la diplomatie ou de la coopération, s'il n'en retire pas des gains personnels qu'il interprète ensuite comme des victoires pour l'Amérique.

Il aura, avec Kim, trois sommets historiques. Ses rapports avec celui-ci ont un objectif précis, régler le problème nucléaire nord-coréen, mais il se brouille avec le dirigeant nord-coréen, Trump se sentant floué quand il refuse de faire les concessions demandées par Washington pour faire progresser les pourparlers. En retour, Trump se désintéresse assez rapidement de Xi, n'ayant pas un « problème chinois » à régler, mais une Chine à endiguer. S'il blâme la COVID-19 pour ses mauvaises relations avec Xi, le voyage de Trump en Chine en 2017 n'a jamais débouché sur une forme d'amitié, deux obstacles se dressant contre cette avenue : la personnalité de Xi, forgée dans le dur labeur des fermes collectives (Bougon 2017) et le leadership collectif du Comité permanent du Politburo du PCC. Toutefois, avec le premier ministre Shinzo Abe, une *bromance* sérieuse émerge comme en fait foi les bons mots du président Trump (« il passera à l'histoire comme le meilleur premier ministre du Japon ») pour son « meilleur ami » à l'annonce de sa démission en août 2020. On dira qu'Abe a été le « chuchon

teur » (*whisperer*) du président américain pour avoir été en mesure de le détourner de ses ambitions pour un Japon nucléaire, d'écarter ses menaces d'un retrait militaire américain (Johnson et Sugiyama 2020) et de l'amener à signer un accord commercial bilatéral en définitive peu contraignant pour le Japon (Goodman *et al.* 2019). Avec Taiwan, le Japon est le seul pays avec qui le président américain maintient tout au long de son premier mandat de bonnes relations.

Ces relations personnelles n'empêchent pas un désintérêt de l'administration Trump pour le rôle de médiateur et de stabilisateur des rapports interétatiques en Asie, comme l'indique la continuelle détérioration sur fond de disputes historiques des rapports entre le Japon et la Corée du Sud sans intervention aucune de l'administration Trump (Boot 2019)⁴. Sa politique étrangère ancrée dans son slogan « America First » en amène plusieurs à croire à l'abdication des responsabilités de Washington à l'égard de l'Asie – par exemple sur la défense de la liberté dans Internet (Economy 2018 : 55-57) – ce qui tranche avec la reconnaissance par Obama que « l'ascension économique et la portée militaire de la Chine inquiètent ses voisins » et que les États-Unis devront « toujours mener sur la scène internationale » (Obama 2014). À cela s'ajoute des gestes provocateurs qui font craindre pour la stabilité de la région. On peut en relever deux. Trump fait un accroc majeur à la politique d'une seule Chine en ayant un entretien téléphonique le 2 décembre 2016 avec la présidente de Taiwan, Tsai Ing-wen. Si la réaction de la Chine demeure prudente, compte tenu que celle-ci menace ouvertement Taiwan de guerre, le risque d'un affrontement sino-américain dans les zones contiguës à Taiwan monte d'un cran. De plus, cet appel téléphonique annonce un « ajustement » de la politique d'une seule Chine pour affronter, selon le Département d'État, « la menace croissante à la paix et à la stabilité de la région causée par Beijing » (Stilwell *et al.* 2020) et ouvre la porte à la vente d'armes, dont des F16. Depuis 1982, aucun président n'avait franchi cette « ligne rouge » tracée par Beijing sur la vente d'avions de chasse à Taïpeh (*The Economist* 2019)⁵.

Vient ensuite l'annonce du retrait des États-Unis du PTP, un accord commercial de grande envergure et de haut niveau signé par le président Obama avec 11 pays de l'Asie-Pacifique peu de temps avant la fin de son deuxième mandat. Cet accord devait mettre en place – dans un monde post-OMC – une vaste zone de libre-échange transpacifique, construite sur mesure pour les chaînes de valeur, les droits de propriété intellectuelle et pour les nouvelles règles « universelles » de la concurrence internationale, lesquelles – comme Obama se plaisait à le répéter – visaient également à niveler le terrain de la concurrence dans la région et ainsi forcer la Chine à abandonner ses pratiques commerciales néo-mercantilistes (Arès et Boulanger 2020). Obama avait clairement énoncé dans *The Wall Street Journal* que « si nous n'écrivons pas les règles, c'est la Chine qui va les écrire pour l'Asie-Pacifique » et les entreprises américaines « en seront exclues » (Seib 2015). Le PTP – le penchant commercial de la stratégie d'endiguement de la Chine – n'était rien de moins que « l'avant-poste juridique » à partir duquel les États-Unis allaient projeter leurs normes et leurs règles dans l'économie mondiale afin de contrecarrer l'influence grandissante de la Chine. Dans cet accord, Washington prenait en considération le degré élevé d'interdépendance et de connectivité de l'Asie-Pacifique. Le couronnement de cette stratégie aurait été l'adhésion de la Chine au PTP et la reconnaissance par l'OMC de son statut d'économie de marché, chose refusée par Obama en 2016, en dépit du

⁴ Trump a offert de les « aider », mais à notre connaissance, il n'est pas intervenu pour tenter une conciliation des intérêts des deux pays.

⁵ Le gouvernement chinois a réussi à convaincre George W. Bush et Barak Obama de ne pas vendre de F16 au gouvernement de Taiwan malgré sa volonté de s'en procurer depuis 2006. Ce contrat (66 F16) de huit milliards de dollars a été précédé par la vente de 108 chars d'assaut Abrams (à laquelle se rattache la vente d'un très large éventail d'« équipements militaires ») évaluée à 2 milliards de dollars (Defense Cooperation Security Agency 2019).

protocole d'adhésion de la Chine à cette organisation (Arès et Boulanger 2020 : 2-3). Pour Trump, le PTP soulevait deux controverses. D'abord, l'accord représentait tout ce qu'il honnissait chez Obama soit une politique étrangère fondée sur le multilatéralisme et l'interdépendance qui « affaiblissaient les États-Unis » et, ensuite, en rien le PTP ne s'attaquait au déficit commercial, notamment avec la Chine, « appauvrissant les Américains ».

Malgré les menaces d'un désengagement militaire global des États-Unis et les critiques récurrentes de ses alliés (Quencez 2020), l'administration Trump n'a jamais abandonné l'Asie-Pacifique. Elle a cependant adopté une nouvelle trajectoire géopolitique pour la région : elle a mis fin aux tergiversations de l'administration Obama entre engagement et endiguement de la Chine. C'est son endiguement qui a dorénavant toute l'attention de la présidence (Office of the Secretary of Defense 2020), non plus à l'intérieur de l'Asie-Pacifique, mais de l'Indopacifique. On assiste à l'insertion de l'Inde et du reste de l'Asie du Sud dans le nouveau commandement militaire américain pour l'Indopacifique (USINDOPACOM) créé en 2018 et à la relance du Dialogue quadrilatéral pour la sécurité (le Quad), un regroupement stratégique informel formé du Japon, de l'Inde, de l'Australie et des États-Unis qui vise en définitive à contrecarrer l'expansion militaire, notamment navale de la Chine dans la région. La Chine est dorénavant considérée comme une puissance révisionniste par la Maison-Blanche. Son objectif de « renverser l'ordre global » définit la rivalité sino-américaine entre une « vision libre » et une « vision répressive » de cet ordre et en appelle, selon le Secrétaire d'État Mike Pompeo, à une « nouvelle alliance des démocraties » (Ashbee et Hurst 2021 : 6).

De plus, le Quad – qui demeure cependant faiblement institutionnalisé – est renforcée par la coopération sécuritaire qui se tisse avec d'autres pays comme l'Indonésie ou le Vietnam, voire avec la Grande-Bretagne et la France dans le cas du Japon (Ministère des Affaires étrangères 2020 : 179-181). Cette nouvelle portée géographique du commandement militaire américain légitime le projet économique japonais d'un « espace indopacifique libre et ouvert », qui cherche à offrir une alternative à la politique commerciale chinoise axée à la fois sur les routes de la soie et la mise en place de nouvelles organisations régionales et internationales (Samaan 2019). Ce n'est pas un hasard si le concept d'Indopacifique remplace graduellement celui d'Asie-Pacifique dans la politique de défense des États-Unis au fur et à mesure que s'intensifient la rivalité sino-américaine et l'assertivité de la Chine en Asie. L'Indopacifique est dorénavant un projet de coopération en matière de sécurité économique et militaire duquel est exclue la Chine. À cet égard, le quotidien *Global Times* écrivait : « The “ Asia-Pacific ” involves economic and cooperative connotations, while the term “ Indo-Pacific ” is directly associated with geopolitical competition and alliance confrontation » (cité dans Ashbee et Hurst 2021 : 7).

Enfin, Trump continue la stratégie militaire de sécurisation des voies de navigation et de communication initiée par son prédécesseur, tout en étouffant les tentatives de la Chine d'atteindre ses objectifs de sa stratégie A2/AD (*anti-access/area denial*) d'expulser les États-Unis de ses mers adjacentes – voire de la région si un conflit militaire éclate – et éviter que la RPC s'attribue la sécurité de la libre circulation des navires marchands (Cullen 2017 : 10; Yoshizaki 2018).

D'une puissance révisionniste...

L'endiguement de la Chine et la nouvelle trajectoire géopolitique du président Trump reposaient cependant sur une nouvelle légitimation des règles westphaliennes au détriment des règles de la société globale. Inévitablement y est associé le démantèlement de l'ordre international libéral ou du moins, un recul considérable des principes et des normes régissant celui-ci depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale. S'évanouit ainsi le contexte structurel dans lequel a pu s'épanouir l'Asie orientale depuis les années 1950, en premier avec le Japon et son « miracle économique » des années 1960 et son pacifisme constitutionnel jusqu'à l'inclusion des anciens régimes communistes d'Indochine et de Chine.

Dans cette perspective, les États-Unis de Trump sont une puissance révisionniste, insatisfaite des « arrangements sociaux » (voir ci-dessous), des régimes et des institutions mis en place après la Deuxième Guerre mondiale. Insatisfaite dans la mesure où le président considère l'ordre international libéral comme étant à l'origine des déboires économiques des États-Unis. Dans cette perspective, le multilatéralisme, l'interdépendance ou encore les organisations internationales contraignent et affaiblissent la puissance américaine.

Les théories du transnationalisme et des régimes internationaux nous ont appris que les pays répondent à leur vulnérabilité induite par l'interdépendance complexe de la mondialisation en approfondissant la coopération, en l'étendant à de nouveaux domaines et en misant sur leur influence dans le multilatéralisme pour en tirer des gains absolus. Dans la politique étrangère de Trump disparaissent les règles wilsonniennes ou kantienne de la société globale⁶. Il n'y a plus de rapports interétatiques fondés sur les statuts de partenariat ou d'amitié, il n'y a que des rivaux et quelque fois des ennemis. Il faut se préoccuper des gains relatifs dégagés par les États-Unis, pire, on préfère un jeu à somme nulle. C'est ainsi que les alliés ou les inimitiés géostratégiques de longue date se retrouvent sur le même pied d'égalité : ils doivent négocier dans un rapport de force tout à l'avantage des États-Unis, croit Trump, des accords et des ententes desquels les États-Unis en ressortiront gagnants et en mesure de les protéger des ravages potentiels du multilatéralisme et de l'interdépendance. Cette logique mercantiliste, dans laquelle s'insèrent des impératifs de sécurité nationale d'une autre époque, a visé bien des pays, mais en particulier la Chine. L'administration Trump a cherché à contrer les effets de l'interdépendance par un découplage « sécuritaire » où les firmes de hautes technologies américaines sont invitées à mettre fin à leurs liens d'affaires avec des firmes chinoises pour des raisons de sécurité nationale. Un coût économique y est associé, mais c'est le prix à payer pour un degré plus élevé de sécurité, notamment dans les domaines des communications et de l'informatique.

Trump recycle une vision mercantiliste des rapports interétatiques dans laquelle la coopération commerciale ou technologique avec l'étranger – comme le font sur une base régulière les firmes multinationales peu importe leur nationalité – est une forme d'antipatriotisme et une attaque à l'intégrité économique de la nation. L'administration Trump, en ce qui a trait à l'Asie et à la Chine, cherche à déconstruire deux éléments fondamentaux du legs de la présidence de Barack Obama : 1) la négociation d'accords globaux comme le PTP (pour pallier les insuffisances de l'OMC) et 2) la mise en place de « mécanismes de reconnaissance mutuelle,

⁶ Selon Frederking *et al* (2005 : 139) – enrichissant ainsi les trois cultures d'anarchie d'Alexander Wendt – il y a quatre types d'arrangements sociaux avec leurs propres règles : les arrangements sociaux de type hobbesien (ennemi) et lockéen (rival) avec des règles westphaliennes d'une part; de type wilsonien (concitoyen) et kantien (ami) avec des règles de la société globale, d'autre part.

voire d'harmonisation réglementaire » dans le but de solidifier – souvent avec des « systèmes réglementaires interopérables » – ce qu'on appelle aujourd'hui l'interconnexion de l'économie mondiale (soit son degré d'intégration le plus avancé) (Deblock et Dagenais 2016 : 31-32), mais à l'intérieur desquels les exigences de sécurité nationale ne peuvent s'exprimer.

La guerre commerciale initiée par Trump contre la Chine est un rejet des règles d'une « société globale » et un retour à une culture westphalienne au sein de laquelle les rapports de force reprennent leurs lettres de noblesse, leur légitimité dans les rapports interétatiques. Cette guerre n'est pas un effort de « déconnexion » de l'économie mondiale dans le sens d'un repli sur soi, loin de là, mais plutôt d'une déconnexion des institutions libérales de l'après-guerre, de l'intergouvernementalisme et de ses règles multilatérales. Ce n'est pas la fin de la mondialisation, mais un recul de celle-ci et pour ce qui en reste, une globalisation des règles de la culture westphalienne. Avec Trump, c'est la fin d'une certaine forme de déterminisme libéral ayant imprégné la politique étrangère américaine depuis le Traité de Versailles pour certains (Kissinger 1996) ou depuis la fin de la guerre froide pour d'autres (Mearsheimer 2018) : la diffusion de la démocratie à titre d'axe fondateur d'un ordre hégémonique libéral. Sécurité, souveraineté et nationalisme sont les nouveaux axes de la politique étrangère de Trump. C'est ainsi qu'en Asie (et ailleurs dans le monde), la politique étrangère de Washington a toujours reposé sur un ensemble de principes et de règles communs aux petites et grandes puissances ; selon la « doctrine Trump » si on peut en dire autant, la compétition multipolaire entre grandes puissances domine la réalité internationale et les alliances sont une « perte nette », car à la charge des États-Unis. C'est ainsi que Trump n'avait d'intérêt que pour la Chine (et dans une certaine mesure pour la Corée du Nord en raison de son armement nucléaire); enfin, il exige dorénavant de ses alliés asiatiques « réciprocité et justice »; ils doivent payer leur juste part, comme s'ils ne l'avaient jamais fait par le passé.

... à une autre

Face à la puissance révisionniste américaine se dresse la puissance également révisionniste de la Chine. Maintenant une très grande puissance, la RPC a établi son propre ordre international « parallèle ». Ce n'est pas un ordre non libéral, mais la Chine possède les capacités commerciales, techno-productives et financières nécessaires pour créer et établir des règles idiosyncratiques peu susceptibles d'être universalisées, mais utiles pour dominer des domaines dans lesquels la RPC cherche à coopérer, comme les investissements dans les infrastructures, le financement international ou l'exploitation de ressources naturelles (Heilmann *et al.*, 2014). Ces règles peuvent apparaître libérales dans la mesure où elles peuvent engendrer une hausse du commerce international ou favoriser pour les pays en développement l'accès au financement, mais dans tous les cas, elles sont mises en place dans le but de répondre aux exigences de l'économie chinoise et en aucun cas pour niveler le terrain de la concurrence et ainsi rendre les règles du jeu plus équitables. Les appels de Xi au libre-échange et sa défense de la mondialisation ne sont pas en contradiction avec sa critique de l'ordre international libéral et de ses règles et institutions. Celles-ci – la règle de droit, la liberté d'expression ou d'association, etc. – sont en mesure de contraindre sa puissance économique et d'empêcher la réalisation du « rêve chinois » ou la « grande réjuvenation de la nation chinoise » (Economy, 2019). Cependant, d'autres règles et institutions de l'ordre international actuel sont adoptées, voire défendues comme le libre-échange, si elles bénéficient aux firmes chinoises et à la prospérité nationale. Les décisions récentes de Beijing visant à renforcer le principe de non-discrimination de son régime gouvernant les investissements étrangers sur son territoire ne sont pas une victoire de

l'administration Trump ou une concession de la Chine aux règles de l'OMC, mais un geste révélateur d'un ordre parallèle « à la carte » dans lequel les préférences de l'État chinois en matière de politiques publiques visent en définitive la réalisation du « rêve chinois ».

Cette réjuvenation nationale implique quatre choses d'ici 2049, le centième anniversaire de la RPC : atteindre le statut de la plus grande économie avancée ; la reconquête complète des territoires perdus, dont Taiwan, et des droits de souveraineté sur ses mers adjacentes ; détenir des forces militaires de « classes mondiales », à la hauteur des forces américaines (National Institute for Defense Studies, 2020 : 2) et, enfin, la domination du PCC et de son élite économique et politique sur les affaires internationales (Doshi 2021 : 3-6), bref un « consensus de Beijing » global. Ces ambitions exigent la continuité de l'ouverture de la Chine, celle entreprise sous Deng Xiaoping, non pas selon des règles du jeu déterminées par Washington et les pays occidentaux, mais selon des règles et des normes établies par la RPC. Les nouvelles routes de la soie et les nouvelles organisations internationales ou régionales mises en place par la Chine indiquent qu'elle veut garder le contrôle politique de cette ouverture et l'orienter selon les impératifs de ses intérêts nationaux.

Le comportement de l'administration Trump, son mépris des traités, de la coopération et du multilatéralisme et sa défense d'un nationalisme sectaire, du protectionnisme et d'une conception « à la Bodin » de la souveraineté ont haussé l'attrait de cet ordre parallèle. Plusieurs gouvernements non démocratiques considèrent comme plus avantageux le bilatéralisme interétatique, les accords commerciaux circonscrits et l'accès à des formes alternatives de financement alors que Beijing n'exige pas de réformes politiques ou économiques en contrepartie de son aide financière. S'il est peu probable qu'un ordre politique centrée sur la Chine en émerge, Beijing pourrait rallier bien des gouvernements, si ce n'est que pour profiter d'un rapport de force économique de plus en plus à l'avantage de la Chine.

L'Asie face aux deux puissances révisionnistes

Les dix pays membres de l'ASEAN ont rapidement compris que la construction communautaire était le meilleur outil pour assurer à l'Association une influence déterminante sur l'avenir de l'Asie orientale. À cet égard l'ASEAN a toujours été au cœur de la coopération économique et du dialogue sécuritaire. L'architecture institutionnelle est solide, mais particulière dans son principe de non-intervention et de respect de la souveraineté. Il n'en demeure pas moins que les expériences régionales depuis les années 1990 se poursuivent principalement à l'intérieur de l'ASEAN+3 et ensuite de l'ASEAN+6, avec le soutien chinois pour une Asie orientale élargie à l'Inde, à l'Australie et à la Nouvelle-Zélande.

Comme nous l'avons dit plus tôt, si à l'époque de l'administration Obama la confiance régnait entre l'Asie et les États-Unis, en retour, les rapports entre l'Asie et la Chine se détérioraient rapidement. Odd Arne Westad (2018 : 69) explique que les premières années de Xi à la tête du pays ont été marquées par une « politique étrangère régionale qui s'est avérée être un art de se faire des ennemis et de s'aliéner des amis potentiels » tant le comportement de Beijing sur plusieurs fronts faisait craindre une résolution très peu coopérative, voire violente des enjeux régionaux. D'ailleurs, l'opinion publique dans plusieurs pays, du Japon au Vietnam, devenait défavorable à la Chine (Sonoda 2021). Le capital de *soft power* que la Chine avait acquis depuis la fin des années 1990 s'est dissipé sous les effets, à la fois, de son intransigeance dans ses rapports avec plusieurs pays dans le monde – et non seulement en Asie comme

l'indique la détérioration des rapports sino-canadiens – et de la mise en place d'une politique autoritaire en matière de sécurité à Hong Kong. En revanche, la volonté des pays asiatiques de raffermir leurs liens avec la Chine, si ce n'est que pour tester sa volonté réelle de coopérer malgré plusieurs actions maritimes belliqueuses contre le Vietnam, les Philippines ou le Japon, n'a pas décliné.

Les gouvernements asiatiques sont inquiets, moins par la dure « réalité d'une Chine ascendante », que la façon et les moyens qu'« elle a choisis pour utiliser sa nouvelle puissance » (Ford 2020 : 4). Par exemple, au début des années 2000, les pays riverains de la mer méridionale de Chine – tous membres de l'ASEAN – voyaient dans la volonté de Beijing de mettre en place un « code de conduite » pour les différentes parties impliquées dans les enjeux de cette région maritime une possibilité d'engager la Chine dans un cadre multilatéral. Depuis, avec l'échec de ce projet – en grande partie en raison de l'intransigeance de la Chine qui misait sur des négociations bilatérales et la fracturation du lien communautaire de l'ASEAN (Courmont et Mottet 2017 : 40-41) – plusieurs actions chinoises ont mis à mal les espoirs de l'ASEAN et du Japon de transformer la politique de puissance de la Chine en une politique responsable et prudente. On peut penser à la poldérisation et la militarisation rapide de plusieurs récifs, le harcèlement de navires de pêche vietnamiens ou philippins et son refus de reconnaître la décision de la Cour permanente d'arbitrage sur le litige maritime entre Beijing et Manilles. Et ce, malgré une expansion considérable de la coopération de la Chine avec les pays de l'ASEAN induite par la croissance économique fulgurante de la première et la déviation du commerce des seconds vers la RPC. L'hégémonie chinoise en Asie est inévitable, son caractère bienveillant ne semble plus être une chose sûre.

Le comportement révisionniste des États-Unis et de la Chine, leur rivalité commerciale, mais également leur unilatéralisme, leur distanciation des principes et des règles de l'internationalisme libéral et leurs critiques des organisations internationales ouvrent donc la porte à une redéfinition des principes et des normes de l'ordre international. L'Asie est au cœur de cette nouvelle rivalité.

Il est peu probable qu'une guerre éclate entre les États-Unis et la Chine. Celle-ci n'ayant pas fait la guerre depuis plus de quarante ans, elle serait mal avisée de s'en prendre aux États-Unis (Yan 2020 : 44-46) et il est plutôt raisonnable – dans le scénario le plus à craindre pour l'Asie en raison de son fort potentiel – de la voir se faire la main avec de plus petits pays et sur des enjeux bien précis (le contrôle d'une île, par exemple, dans des zones grises d'intervention). Les États-Unis, fatigués par 20 ans de guerre contre le terrorisme au Moyen-Orient et en Asie centrale, n'ont aucun intérêt à s'en prendre à ce grand partenaire commercial qui est au cœur de l'interdépendance économique et technologique globale. La domination américaine du système financier global grâce à la suprématie du dollar offre à Washington un outil efficace pour contenir la Chine, comme l'administration Trump l'a fait en sanctionnant des dirigeants chinois pour les actions de leur pays à Hong Kong. Et ce, sans empêcher l'épargne chinoise de s'écouler vers les États-Unis, soutenant au passage une croissance de la consommation et l'accès à de faibles taux d'intérêt. Malgré ce qu'en pensaient le président Trump et plusieurs de ses conseillers, l'interdépendance sino-américaine profite aux deux pays : avec des actifs américains en RPC évalués à 800 milliards de dollars et des ventes locales de plus de 500 milliards, les firmes américaines risquent de souffrir de ce « découplage » des États-Unis de la Chine, notamment au niveau technologique, à l'instar des firmes d'investissement américaines qui détiennent plus de 1100 milliards de dollars d'actions de firmes chinoises (Kynge 2021). L'administration Trump s'est lancée sans hésitation dans une

guerre commerciale avec la Chine et aucun pays n'a répondu à l'appel du pied ; si le protectionnisme américain persiste et répond à l'incertitude d'une frange importante de l'électorat américain, il est possible que cette nouvelle réalité s'effritera sur la longue durée comme toutes les autres tentatives de protectionnisme initiées dans le passé par les États-Unis contre d'autres pays asiatiques, que ce soit le Japon, l'Inde ou la Corée du Sud (Irwin 2017 : 619-624).

Malgré tout, les gouvernements de l'Asie ne peuvent demeurer à l'écart de la rivalité sino-américaine et de l'effritement de l'ordre libéral, mais ils peuvent toujours s'en protéger en suivant le chemin de l'interdépendance qui les a toujours bien servi, notamment en renforçant l'intégration de la Chine à l'Asie, comme l'indique le Partenariat économique régional global de l'ASEAN+5 signé en novembre 2020⁷. Trois vecteurs sont à la base de la longue paix asiatique : la sécurité américaine, des institutions régionales fondées sur la « façon asiatique » de gérer les rapports interétatiques et une intégration économique avancée. Ces trois vecteurs ont permis au régionalisme ouvert et à la sécurité inclusive de perdurer. Le troisième vecteur a fait en sorte que l'ASEAN est devenue, dans le contexte de la guerre commerciale sino-américaine, le principal partenaire économique de la Chine (Harada 2020). Les tensions nucléaires dans la péninsule coréenne, les activités de la Chine dans ses mers adjacentes ou les tensions entre la Chine et la Taiwan n'ont jamais dégénéré pour mettre en péril la paix asiatique. La rivalité commerciale sino-américaine peut être aisément gérée par l'architecture économique régionale comme en fait foi le degré d'intégration très élevé des économies asiatiques. Par contre cette architecture n'a que de faibles bases institutionnelles en matière de sécurité – le FRA demeure qu'un dialogue après tout – et elle repose sur une présence militaire américaine qui demande à ses alliés asiatiques et indien un soutien qu'ils n'ont pas nécessairement la capacité, voire la volonté d'offrir compte tenu de leur imbrication à l'économie chinoise.

Conclusion

De cette analyse il faut retenir trois choses. De l'Asie-Pacifique à l'Indopacifique, l'Asie demeure captive du jeu des grandes puissances. Après la fin de la guerre froide, le statut prédominant des États-Unis en Asie a été un gage de stabilité, mais Washington ne peut plus ignorer la Chine. Le point d'appui de sa puissance est l'Asie et elle voit les États-Unis comme un obstacle à la poursuite de ses intérêts. Deuxièmement, la Chine est au cœur de l'Asie, et non pas à sa périphérie, son omniprésence économique et militaire exige inévitablement un degré élevé de sécurité – comme en fait foi la hausse généralisée des budgets militaires en Asie, malgré un net recul après la fin de la guerre froide – mais qui exige toujours une forte présence militaire américaine. Celle-ci a donc été renforcée, du moins à première vue, par le Quad et le USINDOPACOM. Les pays asiatiques peuvent envisager, somme toute assez paisiblement, la continuité de leur prospérité et sécurité, encouragés en cela par les contraintes structurelles imposées par le degré élevé d'interdépendance transpacifique. Enfin, le nationalisme et le populisme de l'administration Trump ont amené la rivalité sino-américaine à un stade plus élevé de confrontation économique, technologique et militaire rendent peu probable un retour à la politique étrangère d'Obama.

En effet, il semble que le président Joe Biden n'envisage pas de rompre avec la position de son prédécesseur. Washington ne montre pas d'intérêt à rejoindre l'accord de PTPGP ou à dimi-

⁷ Le PERG de l'ASEAN+5 est le plus vaste accord de libre-échange dans le monde. La Chine a été le deuxième pays, après Singapour, à le ratifier. L'Inde a refusé de s'y joindre.

nuer les tarifs douaniers sur ses importations chinoises, malgré un essoufflement des échanges commerciaux et des flux d'investissements bilatéraux, lesquels, en 2018, avaient chuté de 70 % en comparaison à l'année 2016 (Meideiros, 2019 :109) ; le contrôle national de certaines technologies de pointe demeure un enjeu de sécurité ; le financement du théâtre militaire indopacifique est en hausse et la Maison-Blanche n'apparaît pas réfractaire à un renforcement des « liens officiels » avec Taiwan (Beinart 2021). De plus, en insérant dans la rhétorique américaine des références à la défense des droits de la personne au Xinjiang et au respect de la démocratie à Hong Kong, Biden hausse la pression sur le régime communiste. Par contre, il appelle Xi Jinping au dialogue afin d'atténuer l'esprit de confrontation et éliminer ainsi les facteurs d'instabilité et d'incompréhension; il reconnaît l'importance de l'interdépendance transpacifique pour la prospérité économique américaine et il s'inquiète des tensions entre Tokyo et Séoul. Cela ne peut que rassurer les pays asiatiques. Par ailleurs, si Biden concentre ses énergies à la reconstruction des liens de confiance avec ses alliés dans le monde, c'est aussi pour combler une faille de la géopolitique trumpienne pour l'Indopacifique, soit la présence d'une vaste coalition de pays en mesure d'offrir une réponse commune et solide à l'assertivité chinoise, voire pour l'isoler diplomatiquement selon les enjeux. Un choix stratégique raisonnable compte tenu que la Chine tempère sa diplomatie dite du « loup combattant » et de nouveau s'active à élargir ses partenariats stratégiques à travers le monde (Yan 2021) pour contrer l'« hégémonisme » américain qui demeure l'obstacle principal à la projection de sa puissance en Asie et ailleurs dans le monde.

Bibliographie

ALLISON Graham, 2017, *Destined for War: Can America and China Escape Thucydide's Trap?*, Boston, Mariner Books.

ASHBEA Edward et Steven HURST, 2021, « The Trump Administration and China: Policy Continuity or Transformation ? », *Policy Studies*, 27 avril : 1-18.

ARÈS Mathieu et Éric BOULANGER, 2020, « Amidst a Global Trade War : China, Japan and the United States and the Comprehensive and Progressive Agreement for a Transpacific Partnership », *Open Journal of Political Science*, vol. 10, n° 1, janvier, p. 1-21.

BEINART Peter, « Biden's Taiwan Policy Is Truly, Deeply Reckless », *The New York Times*, 5 mai 2021.

BOOT Max, 2019, « Two of our most important allies are fighting. Trump is nowhere to be seen », *The Washington Post*, 4 septembre. Consulté sur Internet (https://www.washingtonpost.com/opinions/two-of-our-most-important-allies-are-fighting-trump-is-nowhere-to-be-seen/2019/09/04/8e2817c4-ce8b-11e9-87fa-8501a456c003_story.html) le 1^{er} septembre 2020.

BOUGON François, 2017, *Dans la tête de Xi Jinping*, Arles, Actes Sud.

BROWN Archie, 2014, *The Myth of the Strong Leader : Political Leadership in Modern Politics*, New York, Basic Books.

CHA Victor D., 2014, « American Alliances and Asia's Regional Architecture », dans S. M. PEKKANEN, J. RAVENHILL et R. FOOT (dir.), *Oxford Handbook of the International Relations of Asia*, Oxford, Oxford University Press : 737-757.

CHUNG Jae Ho, 2005, « China's Ascendancy and the Korean Peninsula: From Interest Reevaluation to Strategic Realignment? », dans David SHAMBAUGH (dir.), *Power Shift: China and Asia's New Dynamic*, Berkeley, University of California Press : 151-169.

COOLEY Alexander et Daniel NEXON, 2020, *Exit From Hegemony: The Unraveling of the American Global Order*, Oxford, Oxford University Press.

COURMONT Barthélémy et Éric MOTTET, 2017, « La mer de Chine méridionale, un mer chinoise? », *Diplomatie*, n° 84, janvier-février : 40-44.

CULLEN Patrick, 2017, « The rebalance to Asia under Trump: What Comes Next? », *The RUSI Journal*, vol. 162, n° 2 : 8-15.

DEBLOCK Christian et David DAGENAIS, 2016, « De l'intégration à l'interconnexion : le Partenariat transpacifique », dans M. ARES et É. BOULANGER (dir.), *Christophe Colomb découvre enfin l'Asie. Intégration économique, chaînes de valeur et recomposition transpacifique*, Montréal, Athéna : 31-49.

DEFENSE COOPERATION SECURITY AGENCY, 2019, « Taipei Economic and Cultural Representative Office in the United States – M1A2T Abrams Tanks and Related Equipment and Support », DCSA Press Release, Washington D.C., 8 juillet.

Doshi Rush, 2021, *The Long Game : China's Grand Strategy to Displace American Order*, New York, Oxford University Press.

THE ECONOMIST, 2019, « Tsai's price », 10-16 août : 27.

ECONOMY Elizabeth C., 2018, *The Third Revolution: Xi Jinping and the New Chinese State*, Oxford, Oxford University Press.

FORD Lindsey, 2020, « The Trump Administration and the Free and Open Indo-Pacific », Washington, D.C., The Brookings Institution, mai. Consulté sur Internet (https://www.brookings.edu/wp-content/uploads/2020/05/fp_20200505_free_open_indo_pacific.pdf) le 1^{er} septembre 2020.

FREDERKING Brian *et al.*, 2005, « Interpreting September 11 », *International Politics*, vol. 42, n° 1 : 135-151.

FUNABASHI Yoichi, 1995, *Asia Pacific Fusion: Japan's Role in APEC*, Washington, D.C., Institute for International Economics.

FUNABASHI Yoichi et G. John IKENBERRY (dir.), 2020, *The Crisis of Liberal Internationalism: Japan and the World Order*, Washington, D.C., The Brookings Institution Press.

GOODMAN Matthew P. *et al.*, 2019, « The U.S-Japan Trade Deal », Washington, D.C., Center for Strategic and International Studies, 25 septembre. Consulté sur Internet (<https://www.csis.org/analysis/us-japan-trade-deal>) le 2 septembre 2020.

GOLDSMITH Benjamin E., 2014, « Domestic political institutions and the initiation of international conflict in East Asia: some evidence of an Asian democratic Peace », *International Relations of Asia-Pacific*, vol. 14 : 59-90.

HAMANAKA Shintaro, 2014, *Asian Free Trade Agreements and WTO Compatibility: Goods, Services, Trade Facilitation and Economic Cooperation*, Singapour, World Scientific.

HARADA Issaku, 2020, « ASEAN becomes China's top trade partner as supply chain evolves », *Nikkei Asia*, 15 juillet.

HASTIADI Fithra Faisal, 2016, *Trade Strategy in East Asia: From Regionalization to Regionalism*, New York, Palgrave Macmillan.

HEILMAN S., M. RUDOLF, M. HUOTAR et J. BUCKOW, 2014, « China's Shadow Foreign Policy: Parallel Structures Challenge the Established International Order », *China Monitor*, n° 18. Consulté sur Internet (https://merics.org/sites/default/files/2020-05/China_Monitor_18_Shadow_Foreign_Policy_EN.pdf) le 1^{er} septembre 2020.

IKENBERRY G. John, 2001, *After Victory: Institutions, Strategic Restraint, and the Rebuilding of Order After Major Wars*, Princeton, Princeton University Press.

IKENBERRY, G. John, 2016, « Between the Eagle and the Dragon: America, China, and Middle State Strategies in East Asia », *Political Science Quarterly*, vol. 131, n° 1 : 9-43.

IRWIN Douglas A., 2017, *Clashing over Commerce : A History of US Trade Policy*, Chicago, The University of Chicago Press.

THE JAPAN TIMES, 2020, « Chinese military calls U.S. biggest threat to world peace », 13 septembre.

JOHNSON Chalmers et E. B KEEHN, 1995, « The Pentagon's Ossified Strategy », *Foreign Affairs*, vol. 74, n° 4, juillet-août : 103-114.

JOHNSON Jesse et Satoshi SUGIYAMA, 2020, « Trump lauds Abe as Japan's greatest prime minister as bromance set to end », *The Japan Times*, 31 août.

JOHNSTON Alastair Iain, 2003, « Socialization in International Institutions: The ASEAN Way and International Relations Theory », dans G. J. IKENBERRY et M. MASTANDUNO (dir.), *International Relations Theory and the Asia-Pacific*, New York, Columbia University Press : 107-162.

JOHNSTON Alastair Iain, 2013, « How New and Assertive Is China's New Assertiveness? » *International Security*, vol. 37, n° 4 : 7-48.

KISSINGER Henry, 1996, *Diplomatie*, Paris, Fayard.

KOJIMA Kiyoshi, 1971, *Japan and a Pacific Free Trade Area*, Tokyo, University of Tokyo Press.

KYNGE James, 2021, « US-China investment flows belie geopolitical tensions », *The Financial Times*, 3 février.

LEE Hsien Loong, 2020, « The Endangered Asian Century: America, China and the Perils of Confrontation », *Foreign Affairs*, vol. 99, n° 4, juillet-août : 51-64.

LIFF Adam P., 2020, « Proactive Stabilizer: Japan's Role in the Asia-Pacific Security Order », dans Y. FUNABASHI et G. J. IKENBERRY (dir.), *The Crisis of Liberal Internationalism: Japan and the World Order*, Washington, D.C., The Brookings Institution Press : 39-78.

MACINTYRE Andrew, T. J. PEMPEL et John RAVENHILL (dir.), 2008, *Crisis as Catalyst: Asia's Dynamic Political Economy*, Ithaca, Cornell University Press.

MEARSHEIMER John, 2001, *The Tragedy of Great Power Politics*, New York, Norton.

MEARSHEIMER John, 2018, *Great Delusion: Liberal Dreams and International Realities*, New Haven, Yale University Press.

MEDEIROS Evan, 2019, « The Changing Fundamentals of US-China Relations », *The Washington Quarterly*, vol. 42, n° 3 : 93-119.

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES (Japon), *Diplomatic Bluebook 2020*, Tokyo, 2020.

THE NATIONAL INSTITUTE FOR DEFENSE STUDIES, 2005, *East Asian Strategic Review 2005*, Tokyo, The Japan Times Ltd.

THE NATIONAL INSTITUTE FOR DEFENSE STUDIES, 2018, *East Asian Strategic Review 2018*, Tokyo, The Japan Times Ltd.

THE NATIONAL INSTITUTE FOR DEFENSE STUDIES, 2020, *NIDS China Security Report 2021: China's Military Strategy in the New Era*, Tokyo.

NYE Joseph S., 2001, « The 'Nye Report': Six Years Later », *International Relations of the Asia-Pacific*, vol. 1, n° 1 : 95-103.

NYE Joseph S., 2020, « Power and Interdependence with China », *The Washington Quarterly*, vol. 43, n° 1 : 7-21

OBAMA Barack, 2014, « Remarks by the President at the United States Military Academy Commencement Ceremony », The White House, Office of the Press Secretary, Washington, D.C., 28 mai. Consulté sur Internet (<https://obamawhitehouse.archives.gov/the-press-office/2014/05/28/remarks-president-united-states-military-academy-commencement-ceremony>) le 1^{er} septembre 2020.

OFFICE OF THE SECRETARY OF DEFENSE, 2020, *Military and Security Developments Involving the People's Republic of China, 2020*, Washington, D.C. Consulté sur Internet (<https://media.defense.gov/2020/Sep/01/2002488689/-1/-1/1/2020-DOD-CHINA-MILITARY-POWER-REPORT-FINAL.PDF>) le 5 septembre 2020.

QUENCEZ Martin, 2020, « Le 'trumpisme' en politique étrangère : vision et pratique », *Politique étrangère*, n° 2, été : 73-85.

RAVENHILL John, 2001, *APEC and the Construction of Pacific Rim Regionalism*, Cambridge, Cambridge University Press.

RUGGIE John G., 1992, « Multilateralism: The Anatomy of an Institutions », *International Organization*, vol. 46, n° 3 : 561-598.

SAMAAN Jean-Loup, 2019, « La stratégie indopacifique de l'administration Trump : une difficile émergence », *Politique étrangère*, n° 3, automne : 37-48.

SEIB Gerald F., 2015, « Obama Presses Case for Asia Trade Deal, Warns Failure Would Benefit China », *The Wall Street Journal*, 27 avril. Consulté sur Internet (<https://www.wsj.com/articles/obama-presses-case-for-asia-trade-deal-warns-failure-would-benefit-china-1430160415>) le 28 août 2020.

SONODA Shigeto, 2021, « « Asian views of China in the age of China's rise », *Journal of Contemporary East Asia Studies*, vol 10, n° 2 : 1-18.

STILWELL David R. *et al.*, 2020, « The United States, Taiwan and World: Partners for Peace and Prosperity », Department of State, Washington, D.C., 31 août. Consulté sur Internet (<https://www.state.gov/The-United-States-Taiwan-and-the-World-Partners-for-Peace-and-Prosperity>) le 1^{er} septembre 2020.

STUENKEL Oliver, 2016, *Post-Western World: How Emerging Powers Are Remaking Global Order*, Cambridge, Polity Press.

TAN See Seng, 2018, « Asia's Tragic Return to Great Power Politics », *Asia Policy*, vol. 13, n° 4 : 36-41.

WENDT Alexander, 1999, *Social Theory of International Politics*, Cambridge, Cambridge University Press.

WESTAD Odd Arne, 2018, « Will China Lead Asia? », dans J. RUDOLPH et M. SZONYI (dir.), *The China Questions: Critical Insights into a Rising Power*, Cambridge, Harvard University Press : 67-72.

TRUMP Donald, 2020, « Remarks by President Trump on Actions Against China », Washington D.C., 29 mai (mis en ligne le 30 mai). Consulté sur Internet (le 2 septembre 2020).

YAN Xuetong, 2021, « Becoming Strong. The New Chinese Foreign Policy », *Foreign Affairs*, vol. 100, n° 4 : 40-47

YOSHIZAKI Tomonori, 2018, « Avantage compétitif et Offset Strategies américaines en Asie-Pacifique », *Revue Défense Nationale*, n° 812, été : 69-73.

ZOELLICK Robert B., 2005, « Whither China? From Membership to Responsibility », Remarks to the National Committee on U.S.-China Relations, New York, 21 septembre. Consulté sur Internet (https://www.ncusr.org/sites/default/files/migration/Zoellick_remarks_notes06_winter_spring.pdf) le 1^{er} septembre 2020.

Centre d'études sur l'intégration et la mondialisation

Adresse civique :

UQAM, 400, rue Sainte-Catherine Est
Pavillon Hubert-Aquin, bureau A-1560
Montréal (Québec) H2L 2C5 CANADA

Adresse postale :

Université du Québec à Montréal
Case postale 8888, succ. Centre-Ville
Montréal (Québec) H3C 3P8 CANADA

Téléphone : 514 987-3000, poste 3910

Télécopieur : 514 987-0397

Courriel : ceim@uqam.ca

Site web : www.ceim.uqam.ca



Auteur

Éric Boulanger est directeur adjoint du Centre d'études sur l'intégration et la mondialisation, co-directeur de l'Observatoire de l'Asie de l'Est et chargé de cours en politique asiatique et en relations internationales à l'Université du Québec à Montréal

boulanger.eric@uqam.ca